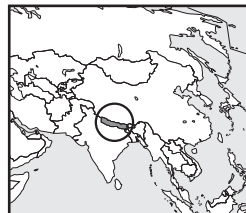


# Les capitaux privés ne sont pas responsables de la pauvreté

SARBA RAJ KHADKA



Le défi majeur du développement au Népal est la pauvreté généralisée. Selon un récent rapport du gouvernement, 38% des 23 millions d'habitants du pays vivent en-dessous du seuil de pauvreté absolue qui est de 0,21 dollars US par jour. La répartition inéquitable des terres, la dépendance vis-à-vis de ressources extérieures assorties de conditionnalités qui ont souvent des effets négatifs sur l'économie, le fardeau de la dette extérieure, la mobilisation peu satisfaisante de ressources intérieures et un modèle de libéralisation des échanges qui ne profite pas aux pauvres, sont autant d'éléments qui fondent cette situation dramatique.

## Droits humains au milieu des conflits sociaux

En réponse à près de six années d'insurrection armée du Parti communiste (maoïste) népalais, le gouvernement a imposé l'état d'urgence le 26 novembre 2001. Dans une ordonnance prise par Sa Majesté le Roi, intitulée (*The Terrorism and Disruptive Activities Control and Punishment Act - Ordonnance de contrôle et de punition du terrorisme et des activités perturbatrices*), les insurgés ont été déclarés groupe terroriste. Sous l'état d'urgence, pratiquement tous les droits fondamentaux sont suspendus. Les deux parties au conflit ont commis des violations des droits de l'homme et près de 2 600 personnes ont été tuées.<sup>1</sup>

Toutes les forces de sécurité publique, y compris l'armée, ont été mobilisées pour battre les rebelles. En raison de l'augmentation considérable des dépenses au titre de la sécurité, le gouvernement a pris la décision de réduire de 25% le budget du développement, en plus de la récente réduction de 50% des subventions accordées aux Comités de développement villageois.

## Caractéristiques économiques et pauvreté

Le Népal est un pays montagneux enclavé, avec un revenu par habitant de 220 dollars US seulement.<sup>2</sup> Près de 90% de la population vit encore en milieu rural. La structure économique du Népal est caractérisée par des systèmes semi-féodaux d'agriculture de subsistance, le sous-emploi et l'agriculture à faible productivité. L'agriculture est la source la plus importante d'emploi; 81% de la population active travaille dans l'agriculture de subsistance qui génère près de 42% du PIB.<sup>3</sup> Le taux de chômage et de sous-emploi au Népal est d'environ 52%.

Le PIB agricole a augmenté de 2,3% par an au cours de la dernière décennie, mais le PIB agricole par habitant n'a pas du tout augmenté durant cette période. Les dépenses du secteur des services ont connu une hausse considérable durant la dernière décennie. Le défi majeur du développement au Népal est la pauvreté généralisée. Selon un récent rapport du gouvernement, 38% des 23 millions d'habitants du pays vivent en-dessous du seuil de pauvreté absolue (0,21 dollars US par jour au Népal). Le gouvernement s'était engagé à ramener ce chiffre à 32% avant fin 2002, mais cela ne semble guère probable.

Les principales causes de la pauvreté au Népal sont le manque d'accès aux biens tels que la terre; l'inégalité en matière d'éducation et l'absence de sécurité sociale; l'absence d'investissements publics dans le développement, la faible productivité, la corruption généralisée et le fardeau de la dette extérieure. Outre cela, il y a le manque de ressources dans les administrations locales, la hausse du chômage, les relations inéquitables du commerce international et l'absence de mouvements dynamiques de

1 Le gouvernement a tué 1 683 personnes, et les maoïstes 910, selon l'*Annuaire des Droits de l'Homme*, Centre des services du secteur informel, 2002.

2 *Nepal Human Development Report - 1998*, Nepal South Asia Centre, Katmandou, Népal, 1998.

3 *Economic Survey: Fiscal Year 2000/2001*, Gouvernement de Sa Majesté, ministère des Finances, 2001.

TABLEAU 1

Population en-dessous du seuil de pauvreté			
RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES	POPULATION VIVANT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ (%)		
	TOTAL	PAUVRES	TRÈS PAUVRES
Himal	56	23,3	26,7
Collines	41	21,3	19,7
Plaines ou terai	42	28,7	13,3
<b>ZONES URBAINE ET RURALE</b>			
Urbaine	23	13,2	9,8
Rurale	44	26,4	17,6
<b>Moyenne nationale</b>	<b>42</b>	<b>24,9</b>	<b>17,1</b>

Source: District Development Profile of Nepal, 2001. Informal Sector Research and Study Centre, Katmandou, Népal.

la société civile, d'égalité des chances pour toutes les communautés ethniques et de sensibilité aux questions liées au genre et à l'enfance.

## Inégale répartition des terres

L'agriculture étant le pilier de l'économie népalaise, la plupart des gens dépendent de la terre. Seulement 27% de la surface foncière totale est disponible à des fins agricoles.

Seulement 1,5% des familles contrôle 14% des terres agricoles; 70% des familles paysannes exploitent 30,5% des terres agricoles; 70% des ménages possèdent moins d'un hectare et 33% moins de 0,5 ha; 15% des ménages n'ont pas de terres. En conséquence, nombre d'individus ont un accès limité aux ressources foncières productives.

Cette inégalité en matière de répartition des terres et d'accès aux ressources productives dans les zones rurales est une cause majeure de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et du chômage en milieu rural.

## Les femmes au carrefour du développement

La Constitution promet l'égalité pour tous, mais il y a toujours une forte discrimination fondée sur le sexe, qui isole les femmes du processus principal du développement. Des lois discriminatoires ont empêché les femmes de jouir du droit des soins de santé de la reproduction adéquats et à l'avortement. Environ 200.000 femmes et jeunes filles se livrent à la prostitution. En raison de l'analphabétisme, de la pauvreté et des pratiques sociales conservatrices, les femmes sont privées du droit de posséder des biens et d'autres ressources, et ont de faibles opportunités de revenus et d'emplois. L'écart entre les sexes dans la répartition du revenu est profond, à cause de la domination masculine dans les ménages. L'absence de droits de propriété pour les femmes et la non-rémunération du travail domestique ont eu également des effets négatifs pour elles. Un récent projet de loi sur la propriété féminine (2001) n'a pas accordé de droits

TABLEAU 2

Propriété foncière au Népal								
TAILLE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE (HECTARES)	HIMAL OU HAUTES MONTAGNES		COLLINES		PLAINES OU TERAI		TOTAL NATIONAL	
	FAMILLE PAYSANNE (%)	PROPRIÉTÉ FONCIÈRE (%)	FAMILLE PAYSANNE (%)	PROPRIÉTÉ FONCIÈRE (%)	FAMILLE PAYSANNE (%)	PROPRIÉTÉ FONCIÈRE (%)	FAMILLE PAYSANNE (%)	PROPRIÉTÉ FONCIÈRE (%)
< 0.1	5.5	0.5	7.0	0.5	9.7	0.4	7.5	0.4
0.1 - 0.2	11.2	2.4	10.6	2.0	8.0	1.0	9.6	1.5
0.2 - 0.5	26.4	18.2	30.8	13.4	21.6	12.4	26.7	9.4
0.5 - 1.0	29.0	30.0	29.0	26.4	21.6	12.4	26.0	19.2
1.0 - 3.0	16.3	35.9	21.2	42.4	32.9	44.3	25.5	43.0
3.0 - 5.0	1.1	5.9	1.6	7.6	5.7	17.3	3.2	12.6
> 5.0	0.5	7.1	0.5	7.7	2.8	19.4	1.5	13.9

Source: His Majesty's Government of Nepal, High Level Commission on Land Reform, 2002.

égaux en matière de propriété. L'indice sexospécifique global moyen du développement (ISD) est 2,3 fois plus élevé que celui du Népal, alors que l'ISD pour les pays développés est plus de trois fois plus élevé.

Quatre-vingt-huit pour cent des femmes des zones rurales et 55% dans les zones urbaines pratiquent l'agriculture. Leur présence dans les sphères politique et bureaucratique demeure insignifiante: leur représentation est de 5,8% à la Chambre des Représentants (Chambre Basse du Parlement) et de 13,3% à l'assemblée nationale (Chambre Haute du Parlement). Bien que plus de 40 000 femmes soient entrées dans les gouvernements locaux, grâce à une disposition leur garantissant 20% des sièges, aucune femme n'a été élue maire ou maire adjointe. Peu de femmes sont chefs de Comités de Développement Villageois, et pas une seule n'a été élue au poste de présidente de Comité Développement de district. Le taux d'alphabetisation est de 23% chez les femmes. Environ 60% des mères souffrent d'anémie. Le taux de mortalité maternelle est de 875 pour 100.000 naissances vivantes, le plus élevé au monde, et 90% des mères ne reçoivent pas d'assistance médicale durant l'accouchement. Peu de femmes sont dans le système de la fonction publique et seul 9,1% des femmes sont chefs de famille.

Un développement positif est l'organisation des femmes en groupements communautaires qui mettent en commun leur épargne pour maximiser leur pouvoir d'achat. Les femmes commencent peu à peu à prendre des décisions dans leurs communautés.

### Ressources intérieures et domination internationale

La croissance népalaise avoisinait 3,9% par an à partir des années 70, mais le taux de croissance démographique élevé de 2,27% signifie que la croissance économique annuelle n'a été que de 1,63% par habitant durant les 27 dernières années. L'épargne intérieure brute est très faible, à environ 10% du PIB en moyenne au cours de la dernière décennie. Les affectations budgétaires pour l'éducation ont grimpé de 9,5% en 1986 à 13,5% en 1997. Pour la santé, elles ont augmenté de 3% à 6%. Les affectations budgétaires pour les secteurs sociaux prioritaires étaient d'environ 3% du PNB.<sup>4</sup>

Bien que les affectations budgétaires pour le secteur social augmentent petit à petit chaque année, toutes les dépenses n'ont pas été réalisées. Plusieurs ONG ont injecté des ressources financières dans le secteur social, dans des domaines tels que le développement des infrastructures rurales, l'allègement de la pauvreté, l'alphabetisation, l'éducation des adultes, l'éducation à la santé, les dispensaires, la planification familiale, les maternités, la réhabilitation des travailleurs du sexe et des enfants de la rue, la protection et la promotion des droits humains et l'environnement.

Étant donné que les ressources intérieures ne suffisent pas pour relever les défis du développement, le pays doit dépendre en grande partie de ressources extérieures. Ces subventions ou prêts extérieurs sont inévitablement assortis de conditions liées qui ont souvent des effets négatifs sur la croissance économique et le bien-être de la majorité de la population du pays.

### Le commerce n'est pas le choix des pauvres

Les nouvelles politiques commerciales adoptées en 1999-2000 favorisent des industries d'exportation. Les exportations se sont accrues de 42,4% pour atteindre

747,4 millions de USD en 1999-2000, contre une hausse de 18,2%, à 525 millions de USD en 1998-1999. Les importations en provenance de l'Inde ont également augmenté de 27,4% en 1999-2000, par rapport à l'année précédente. Les entrées massives de produits des pays voisins (principalement de l'Inde) se sont emparées des marchés. En 1998-1999, le déficit commercial avait baissé de 15,7% par rapport à l'année précédente, mais en 1999-2000, ce déficit a augmenté de 6,7% par rapport à 1998-1999.

Les progrès en matière de libéralisation des échanges ne profitent pas aux pauvres et aux communautés marginalisées, qui continuent de lutter pour gagner leur subsistance. En outre, les petits et moyens producteurs sont confrontés à des crises de confiance, étant donné que le gouvernement ne fait pas la promotion du commerce de leurs produits.

### Dette extérieure: bénédiction ou malédiction?

Le fardeau de la dette extérieure totale du Népal pour 2001-2002 est estimée à 2,76 milliards de dollars US, plus de deux fois le budget annuel de 1,33 milliards de dollars US. Le fardeau de la dette par habitant est de 119 dollars US.

La mobilisation de ressources intérieures n'a pas été satisfaisante. Le revenu en pourcentage du PIB est resté à 11,1% en 1998-1999. Les flux de prêts extérieurs ont commencé au début des années 60, pour financer la National Industrial Development Corporation. En 1970-1971, la part des emprunts extérieurs dans l'aide totale a commencé à augmenter considérablement, s'étant presque multipliée par 71 de 1975-1976 à 1996-1997. Au cours de la période 1997-1998, elle s'élevait à 62,2% du flux d'aide totale. Les prêts multilatéraux constituent à présent 88,1% des prêts reçus. Ce pourcentage pourrait augmenter dans l'avenir, en raison de la tendance à la baisse des engagements d'aide bilatérale au cours des dernières années.

### Les capitaux privés ne sont pas responsables de la justice sociale

La décentralisation économique, l'ouverture et le développement du secteur privé axé sur le marché ont été promus depuis la fin des années 80. La Politique Industrielle de 1992, le Huitième Plan (1992-1997) et la Loi sur la Privatisation de 1997 ont été introduits pour promouvoir la réforme et la restructuration du secteur privé dans des domaines tels que la banque et les finances, l'aviation, l'énergie, le tourisme, la foresterie, la technologie de l'information, les coopératives et la société civile. Le secteur privé a été récemment reconnu comme étant l'acteur principal du développement socioéconomique. Le cadre de développement national a été conçu pour impliquer une participation accrue du secteur privé à la construction de la nation, en encourageant un système compétitif d'utilisation et d'affectation des ressources. La part du secteur privé dans le PIB non agricole a augmenté de 57,3% en 1990-1991 à 69,7% en 1998-1999, tandis que la part de l'Etat dans le PIB non agricole baissait de 42,7% en 1990-1991 à 30,3% en 1998-1999.<sup>5</sup> Ces politiques et programmes n'ont pas été en mesure de s'atteler aux problèmes des pauvres et des marginalisés, qui restent exclus du principal courant de développement. ■

Rural Reconstruction Nepal  
(Reconstruction rurale Népal)  
<rrn@rrn.org.np>

4 Ministère des Finances, 1997.

5 *Statistical Yearbook of Nepal 2001*, Bureau Central des Statistiques, Commission nationale de la planification, Katmandou, Népal, 2001.